CGAP

NOTE D'INFORMATION

Premières informations tirées des agendas financiers des ménages de petits exploitants agricoles

Renato et Hecinta élèvent six jeunes enfants dans une zone rurale de la province de Nampula, au nord du Mozambique. Sur un terrain de seulement un demi-hectare, ils cultivent du riz, du maïs, des haricots, des noix de cajou, des cacahuètes, des choux et des tomates, vendant ce qu'ils peuvent de leur production et utilisant le reste pour se nourrir. Toutefois, comme un grand nombre des 475 millions de ménages de petits exploitants à travers le monde, l'agriculture n'est qu'une de leurs nombreuses activités génératrices de revenus. Ils gèrent en effet plusieurs sources de revenus, agricoles et extra-agricoles, dans le but de satisfaire les besoins de leur famille et en utilisant en parallèle un portefeuille diversifié d'outils financiers[1].

Les ménages de petits exploitants agricoles comme celui de Renato et Hecinta représentent le principal segment mondial parmi les personnes vivant avec moins de 2 dollars par jour. Ces ménages sont une priorité en matière d'inclusion financière et font face à des besoins financiers uniques qui ne sont pas encore bien compris et qui sont loin d'être satisfaits. Les familles de petits exploitants ont des besoins financiers spécifiques liés à la production agricole, qui sont exacerbés par plusieurs facteurs : les revenus agricoles sont souvent irréguliers et peu fréquents ; l'agriculture nécessite des intrants et des investissements importants à certaines périodes de l'année ; et les familles sont exposées à des risques liés aux parasites, à la sècheresse, aux inondations et aux chocs environnementaux. Toutefois, ces familles ont aussi d'autres besoins financiers, d'autant plus que rares sont celles qui arrivent à générer suffisamment de revenus grâce uniquement à l'agriculture. La plupart des ménages dégagent généralement des revenus de plusieurs sources non agricoles en parallèle, y compris par le biais d'un emploi rémunéré et de la gestion d'entreprises non agricoles. Les ménages de petits exploitants sont également des consommateurs, ce qui s'accompagne d'une autre série de besoins financiers liés notamment au paiement de leurs charges régulières, des frais de scolarisation, des dépenses d'urgence et du financement d'événements familiaux comme les mariages.

Le ménage de Renato et Hecinta participe au projet d'agendas financiers des ménages de petits exploitants (Smallholder Households Financial Diaries) lancé par le CGAP en juin 2014[2]. Les agendas des petits exploitants sont conçus pour mieux comprendre la situation financière des familles de petits exploitants en suivant les flux de trésorerie de 270 ménages au Mozambique, en Tanzanie et au Pakistan sur une période d'un an. À la fin de l'étude, les données collectées permettront de produire un bilan pour chaque famille avec le détail de toutes les sources et les utilisations de revenus, une explication de l'interaction entre les différents flux de fonds, le rôle du revenu agricole en nature, les outils financiers utilisés et les points faibles où des outils financiers améliorés pourraient créer de la valeur.

Les agendas des petits exploitants donneront une image globale de la situation financière de ces ménages non seulement en tant qu'agriculteurs, mais également en tant que consommateurs, travailleurs et entrepreneurs non agricoles. L'objectif de cette étude est d'utiliser les informations issues des agendas de petits exploitants pour développer des outils financiers et des pratiques de prestataires qui répondent plus efficacement aux besoins et aux préférences de ce segment important de la clientèle. La présente Note d'information se base sur les premières données issues des agendas de petits exploitants pour formuler un premier aperçu de la façon dont les ménages de petits exploitants combinent les sources de revenus agricoles et non agricoles et utilisent une gamme d'outils financiers pour répondre aux besoins de leur famille. Une image plus nuancée des familles de petits exploitants pourra être formulée à mesure que de nouvelles données sont collectées, apportant des précisions sur la façon dont ils anticipent et gèrent les risques, prennent des décisions financières et exploitent les outils financiers.

N° 102
Mars 2015

Jamie Anderson
et Wajiha Ahmed

1 Selon les estimations, le nombre de petites exploitations se situe entre 400 et 500 millions et les derniers calculs font état de 475 millions de petites exploitations (Lowder 2014) ; les estimations du nombre de personnes vivant dans un ménage de petits exploitants se situent entre 1,5 milliard et 2,5 milliards. Voir Christen et Anderson (2013) ; Conway (2012) ; Hazell (2011) ; Hazell, Poulton, Wiggins et Dorward (2007) ; FIDA (2011b) ; Banque mondiale (2007) ; et Nagayets (2005).

2 Le CGAP a mandaté Bankable Frontier Associates pour gérer les agendas des petits exploitants.

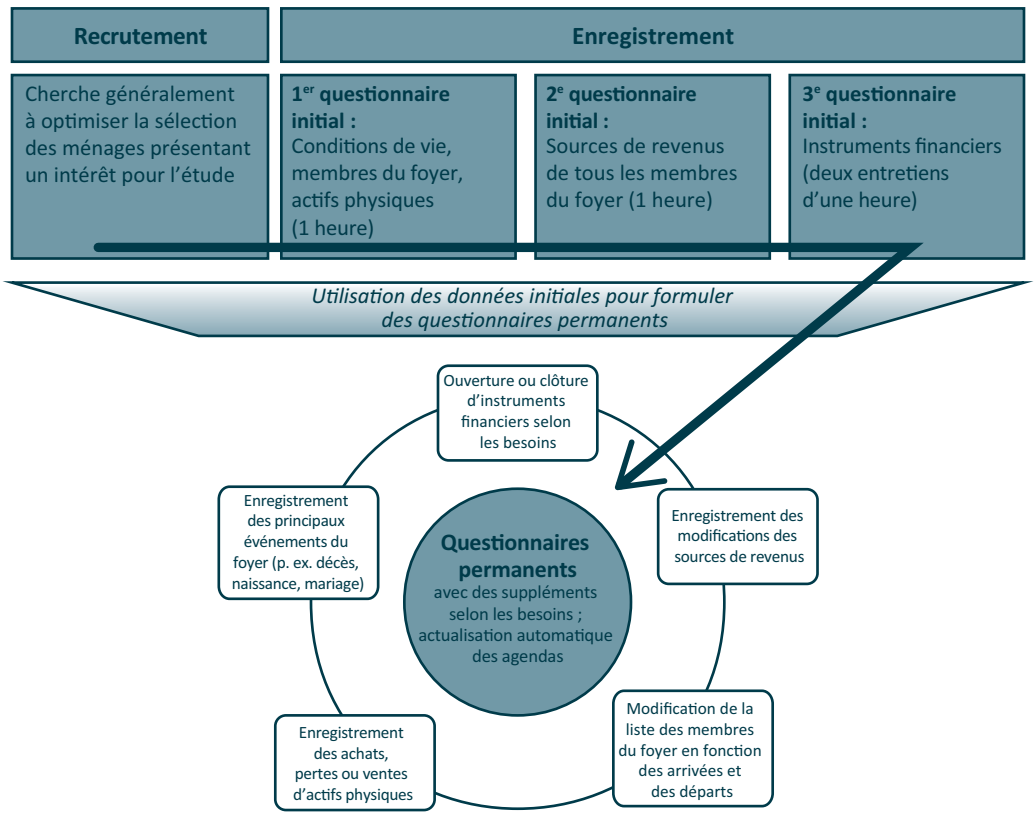
I. Présentation des agendas de petits exploitants

Méthodologie

La méthodologie des agendas financiers examine en détail comment les ménages à faible revenu gèrent leurs flux de trésorerie[3]. Étant donné que ces flux sont pour la plupart limités, ils sont étudiés à l'aide d'un instrument de sondage personnalisé. Au début, les enquêteurs aident les ménages à remplir trois questionnaires concernant leur profil démographique et leurs sources de revenus connues, leurs actifs et leurs outils financiers. Ces informations de base permettent de générer un questionnaire personnalisé pour chaque famille (voir la figure 1).

Lors de visites régulières, les enquêteurs collectent des données complètes sur les flux de trésorerie des deux semaines précédentes[4]. Pendant leur entretien, ils demandent aux membres du ménage de parler de leurs différentes sources de revenus, des catégories de dépenses, des outils financiers et des transactions. L'un des objectifs est de trouver un équilibre entre les sources de fonds et leur utilisation sur cette période. Après les questions sur les sources et les utilisations de fonds, si les personnes interrogées mentionnent qu'elles ont acheté de l'engrais par exemple, l'enquêteur cherche alors à savoir avec quel argent l'achat a été réalisé afin d'effectuer un rapprochement entre les sources et les utilisations de fonds. Étant donné que les transactions en nature peuvent contribuer de manière significative au bien être d'un ménage, les enquêteurs enregistrent également

Figure 1. Le processus des agendas financiers



3 Pour en savoir plus sur le contexte de l'étude sur les agendas financiers, voir Collins, Morduch, Rutherford et Ruthven (2009), Rutherford (2001), the FinMark Financial Diaries et les résultats des exercices d'agendas financiers réalisés en Inde, au Kenya, au Mexique, au Rwanda, en Afrique du Sud et en Ouganda (Financial Sector Deepening Kenya 2014, Bankable Frontier Associates 2013).

4 Pour avoir une idée du volume des données générées par les agendas financiers, il faut savoir qu'un foyer de deux adultes et deux enfants utilisant un nombre moyen d'outils financiers aura environ 200 points de données sur le flux de trésorerie par mois, soit 2 400 points de données sur un an.

le montant de certaines de ces transactions et leur valeur approximative.

Les agendas financiers suivent les différentes sources de revenus qui tombent dans les principales catégories comme les « revenus de la production agricole » et les « revenus des menus travaux ». Par exemple, si une source de revenus donnée est temporairement suspendue pour une famille, mais qu'elle reprend plus tard dans l'année, elle continue de faire l'objet d'un suivi, mais elle n'est pas comptabilisée deux fois comme nouvelle source de revenu. Lorsqu'une famille génère des revenus de différentes activités de production agricole, chaque type de culture et d'élevage est considéré comme une source de revenus de production agricole séparée. Il est important de faire cette distinction étant donné que chaque culture et élevage peut s'accompagner de coûts de production, de calendrier (p. ex. préparation, semences, récolte), de marchés, de modalités de paiements et de risques différents. Il est important de clarifier ces différences afin de mieux comprendre les problèmes de gestion financière auxquels sont confrontés les petits exploitants.

Les agendas financiers permettent également de collecter des informations sur les principaux chocs affectant les revenus des ménages, leur santé ou autre, ainsi que sur les stratégies qu'ils utilisent pour y faire face. Au fur et à mesure que les ménages évoluent (emploi, utilisation de nouveaux outils financiers, naissances, adoptions et autres événements importants), les enquêteurs enregistrent ces données dans des « questionnaires de changement » et elles sont ensuite utilisées pour actualiser les questionnaires réguliers de l'agenda financier utilisés pour chaque ménage.

En plus des collectes de données standards toutes les deux semaines, les agendas de petits exploitants permettent également une exploration approfondie de thèmes clés qui apportent des informations supplémentaires et des données contextuelles importantes. Un module explore les aspirations des ménages de petits exploitants, y compris celles des agriculteurs pour eux-mêmes et leurs espoirs pour leurs enfants. Un autre module s'appuie sur les connaissances du portefeuille financier de chaque ménage et cherche à connaître leur utilisation et leurs préférences pour différents outils financiers. Il y aura également une série de questions ciblées examinant la façon dont les ménages prennent leurs décisions en matière de production agricole et d'autres questions détaillées sur les différents risques auxquels sont confrontés les ménages tenant un agenda, y compris la façon dont ils sont perçus, hiérarchisés et traités par les familles.

L'outil d'application de données pour les agendas de petits exploitants comprend également un mécanisme de suivi des récoltes qui permet à l'équipe de recherche de saisir la consommation par le ménage de produits agricoles comme les œufs et le lait, en plus de toute autre variation des stocks (p. ex. ventes, pertes liées à des parasites). Ces informations permettront de suivre les fluctuations dans les récoltes des ménages sur un an et d'identifier le niveau de dépendance des ménages vis-à-vis de la consommation de leur propre production ainsi que l'ampleur et les implications des pertes de récoltes.

Les premiers résultats présentés dans cette Note d'information se basent sur une phase préliminaire du programme des agendas de petits exploitants et se concentrent sur les caractéristiques des ménages qui ne devraient pas changer de façon radicale pendant l'étude, comme le paysage environnant, la composition du ménage et les principaux types de culture et d'élevage (voir le tableau 1). Cependant, les données publiées sont sujettes à modification à mesure que l'étude se poursuit et que les ménages changent de sources de revenus, utilisent des outils financiers différents, ont des enfants, font face à des urgences inattendues, etc. Il est également important de rappeler que la méthodologie et la taille de l'échantillon de l'exercice des agendas financiers sont conçues pour générer une base importante d'informations détaillées sur la population cible, mais qu'elles n'ont pas vocation à donner une représentation statistique des familles de petits exploitants dans les pays participants. Au lieu de cela, les agendas des petits exploitants ont pour objectif, grâce aux entretiens intensifs réalisés toutes les deux semaines sur les sources et les utilisations des revenus des ménages pendant un an, de donner une image complète de la situation financière des profils de petits exploitants les plus répandus au Mozambique, en Tanzanie et au Pakistan.

Sélection des sites pour les agendas de petits exploitants. Le CGAP a choisi de mettre en œuvre les agendas de petits exploitants au Mozambique, en Tanzanie et au Pakistan en raison des variations au sein de leurs secteurs agricoles et de la possibilité de faire participer un grand nombre de ménages de petits exploitants présentant divers degré d'engagement dans le secteur agricole, un large éventail de types de culture et d'élevage, des différences dans leurs relations avec les marchés et différents niveaux de développement de la finance numérique.

Tableau 1 : Profil des ménages et des activités agricoles des familles de petits exploitants participant aux agendas financiers

	Province de Nampula au Mozambique (nord)	Région de Mbeya en Tanzanie (ouest)	District de Bahawalpur au Pakistan (centre)
PIB national par habitant (USD) en 2014[a]	605	695	1 275
Caractéristiques des ménages			
Nombre de villages	3	2	2
Nombre total de ménages	95	91	95
Taille moyenne des familles	5	4	6
Superficie exploitée moyenne (hectares)	1,5	0,8	1,2
Pourcentage de foyers dirigés par des femmes	20	31	0
Pourcentage de foyers ayant l'électricité	10	3	93
Pourcentage de foyers ayant au moins un téléphone mobile	76	66	90
Pourcentage de foyers par type de toit			
Herbe ou chaume	78	31	20
Fer ou tôle	21	69	1
Tuiles/autres	0	0	79
Pourcentage de foyers ayant connu un événement majeur au cours de l'année précédente			
Mort de têtes de bétail	51	28	21
Au moins un membre du foyer a connu la faim ou n'a pas eu de nourriture	65	16	0
Perte du logement ou des terres, ou éviction	2	7	0,01
Pourcentage de foyers par type de cultures			
Coton	0	0	34
Blé	0	7	100
Riz	38	33	96
Cacahuète	92	0	0
Pommes de terre	0	50	0
Maïs	50	98	0
Manioc	96	7	0
Haricots	93	37	0
Autres légumes	35	6	18
Pourcentage de foyers ayant au moins un type d'élevage			
Volailles	54	59	26
Chèvres	10	21	48
Cochons	3	12	0
Buffles	0	0	87
Vaches	0	21	36
Ânes	0	5	25
Pourcentage de foyers utilisant des intrants et dépendants de l'agriculture pluviale			
Utilisation de pesticides	11	62	100
Utilisation d'engrais	5	60	100
Irrigation par l'eau de pluie uniquement (pas d'accès à l'irrigation)	98	43	0
Dépenses mensuelles moyennes par personne (USD)	21	38	132

a. Voir les Indicateurs du développement dans le monde (2014).

Au sein de chaque pays, les sites spécifiques sélectionnés pour le programme des agendas de petits exploitants reflètent l'accent placé par le CGAP sur les ménages de petits exploitants à niveau de revenu relativement faible : des petits exploitants commerciaux et non commerciaux dans des chaînes de valeur non structurées, par opposition au faible pourcentage de petits exploitants dans des chaînes de valeur structurées[5]. Les trois sites choisis pour les agendas de petits exploitants se différencient par la vigueur de leur secteur agricole, reflétant les différents contextes nationaux. La province de Nampula au Mozambique se caractérise par une agriculture de subsistance tandis que l'agriculture à Mbeya, en Tanzanie, est plus diversifiée et reflète une activité économique plus soutenue. Le Punjab, au Pakistan, bénéficie du secteur agricole le plus solide des trois, même dans le district relativement isolé sur lequel porte l'étude.

Lors de la sélection des sites de recherche dans chacun des trois pays du projet, l'objectif était de trouver au moins deux villages situés à moins de 40 kilomètres l'un de l'autre. Les villages devaient être accessibles par une route revêtue afin que les enquêteurs puissent s'y rendre tout au long de l'année, et ils devaient présenter certaines caractéristiques importantes, notamment en termes de types de culture ou d'élevage dominants, d'accès à l'irrigation et de niveaux moyens de revenus par ménage.

Au Mozambique, le district de Rapale, situé à 20 kilomètres de la ville de Nampula dans la province du même nom au nord du pays, a été choisi suite à de solides recommandations de parties prenantes locales. Certaines grandes sociétés achètent des cultures commerciales dans la province, mais rarement à Rapale où les petits exploitants pratiquent en grande partie une agriculture de subsistance irriguée par l'eau de pluie que l'on retrouve fréquemment dans tout le pays. Les cultures sont particulièrement diversifiées dans cette zone, même chez les petits exploitants, avec une moyenne de cinq types de cultures par ménage, y compris le maïs, le manioc, les haricots et toute une gamme de légumes. Le recours aux intrants agricoles est rare parmi les ménages de Rapale prenant part au programme d'agendas de petits exploitants, et les familles consomment une grande partie de leur production. De nombreuses familles consomment ce qu'elles produisent et ne génèrent que peu ou pas d'excédent à vendre. La faim est répandue, deux tiers des familles ayant déclaré avoir traversé de grandes périodes d'insécurité alimentaire au cours des douze derniers mois. Sur les trois villages du projet, seul le village le plus pauvre est situé près d'une rivière que les familles peuvent utiliser pour irriguer leurs terres de manière informelle. Dans les deux autres villages, les agriculteurs n'ont pas accès à l'irrigation et dépendent entièrement des précipitations qui sont très variables.

En Tanzanie, les sites du projet sont situés dans la région de Mbeya qui abrite l'une des plus importantes populations d'agriculteurs de Tanzanie. Mbeya se situe dans le couloir de croissance agricole du sud de la Tanzanie (SAGCOT), une région connue pour son climat agroécologique, sa richesse en termes de types de culture et d'élevage, ses infrastructures relativement efficaces et sa connexion aux marchés. Le maïs est la culture la plus répandue dans la région ; le café, le thé, le riz, la pomme de terre, le pyrèthre et le manioc sont également très populaires. Afin d'explorer la diversité de la région, les sites sélectionnés pour le projet se situent dans deux différents districts de Mbeya qui affichent d'importantes différences en termes d'activité économique, de climat, de saisons de récolte, de cultures et d'utilisation d'intrants agricoles. Sur les deux sites, environ deux tiers des ménages de petits exploitants du projet ont accès à l'irrigation et ont utilisé des pesticides et des engrais, mais aucun ménage n'a l'électricité.

Au Pakistan, le projet travaille avec des ménages dans le sud du Penjab, dans le grenier du pays. Le riz, le blé et le coton sont très répandus et sont généralement vendus par le biais d'un réseau d'agents locaux (appelés *arthis*) et de commerçants de villages. Face à la prédominance des intermédiaires agricoles au Pakistan, l'objectif était d'identifier un district moins connecté à la chaîne de valeur. Des visites dans plusieurs districts du Punjab et des entretiens avec des informateurs clés ont révélé que les ménages de petits exploitants de Bahawalnagar, district relativement pauvre, avaient moins de connexions avec ces intermédiaires, ce qui explique qu'il ait été choisi. Étant donné qu'un vaste système de canaux sophistiqués irrigue plus de 70 % des terres agricoles au Pakistan, il n'est pas surprenant que tous les ménages de l'échantillon de Bahawalnagar aient accès à une forme d'irrigation. Presque tous les ménages de l'échantillon sont également connectés au réseau électrique, bien que l'électricité ne soit

5 Pour des informations contextuelles sur la segmentation des ménages de petits exploitants, voir Christen et Anderson (2013).

parfois disponible que quelques heures par jour. L'équipe de recherche a choisi deux villages à environ 25 kilomètres l'un de l'autre : le premier cultive principalement du riz et du blé et a accès au canal toute l'année, et le second cultive principalement du coton et du blé, et l'irrigation provient de canaux semi-permanents qui sont alimentés environ six mois de l'année. Tous les ménages pakistanais utilisent des pesticides et des engrais chimiques.

Sélection des ménages de petits exploitants. Une fois les villages choisis pour le projet d'agendas de petits exploitants, les équipes de recherche ont utilisé un processus de sélection afin d'identifier une série de familles présentant différentes caractéristiques en termes de sources de revenus, d'accès aux intrants agricoles, de niveaux de richesse, et de types de culture et d'élevage pour les faire participer au projet. En Tanzanie et au Mozambique par exemple, les ménages ont été sélectionnés en utilisant une technique de classement rural participatif des niveaux de richesse. En collaboration avec des comités villageois, un exercice de classement des richesses a été organisé avec les représentants des communautés pour évaluer la richesse relative des ménages dans les différents hameaux et quartiers. Sur la base de ce classement, les ménages éligibles ont été sélectionnés en fonction de la superficie exploitée, du nombre de cultures et de récoltes par an, de l'utilisation d'intrants et de l'intégration au sein des marchés locaux afin d'obtenir un groupe de familles globalement représentatif des principaux profils des ménages de petits exploitants.

Au Pakistan, les échantillons ont été sélectionnés en utilisant un sondage traditionnel avec des questions portant sur les données démographiques, les types de culture et d'élevage, les principales sources de revenus et les indicateurs de richesse. En complément de ce processus, les chefs de villages et les représentants communautaires ont été consultés pour s'assurer de l'adhésion des communautés locales et éliminer les ménages exploitant des superficies trop grandes.

Dans les trois pays du projet, les équipes de recherche ont commencé à rendre visite aux ménages sélectionnés en juin 2014, utilisant des tablettes informatiques pour enregistrer les informations financières les concernant. Cette Note d'information comprend les données collectées entre la date de ces premiers entretiens, en juin 2014, et décembre 2014.

II. Premières données

1. L'agriculture n'est qu'une source de revenu parmi d'autres

Les ménages de petits exploitants génèrent généralement leurs revenus de différentes sources, y compris la production agricole, des menus travaux liés ou non aux activités agricoles, un emploi indépendant et des paiements de transferts, comme des envois de fonds privés et des transferts publics de soutien du revenu. La composition de ce portefeuille de sources de revenus et l'importance relative de la production agricole peuvent varier grandement d'un ménage à l'autre et évoluer dans le temps sous l'effet des possibilités extra-agricoles, de la qualité de la base des ressources et de l'accès aux marchés, entre autres facteurs (Christen et Anderson 2013, Jayne 2012, FIDA 2011a, Davis et al. 2010, Valdes et al. 2009, Winters et al. 2009, Banque mondiale 2007, Ellis 1999). Les revenus de l'agriculture sont saisonniers et dépendent des conditions météorologiques, donc même dans les meilleures circonstances, ils ne suffisent pas à couvrir seuls tous les besoins du ménage. C'est pourquoi les ménages de petits exploitants ont généralement différentes sources de revenus, provenant à la fois d'activités agricoles et non agricoles, afin d'atténuer le risque de choc lié à une source donnée (Davis et al. 2010, Morduch 1995).

La production agricole peut également offrir aux ménages une importante source de revenu en nature, permettant ainsi de réduire en partie la nécessité de générer des revenus en espèces pour répondre à leurs besoins de consommation et pour remplir leurs obligations envers leur famille et leurs amis. Pour de nombreuses familles de petits exploitants, leur propre production représente une part significative de leur consommation. En se basant sur les données concernant les revenus de ménages dans 15 pays à faible revenu, Aksoy et al. (2010) a révélé que la part des revenus issus directement de l'agriculture (à savoir des cultures et des élevages mais pas des salaires) est généralement élevée, de l'ordre de 37 % en moyenne, et qu'elle représente une contribution importante à la consommation des ménages. En moyenne, près de la moitié de la valeur des revenus agricoles des ménages provient de la production de subsistance. Plusieurs rapports suggèrent également que la plupart des

ménages de petits exploitants font de l'agriculture de subsistance et ne génèrent ni le volume ni la qualité nécessaires pour être actifs sur les marchés (FIDA 2011a, Davis et al. 2010, Jayne 2010, Valdes et al. 2009, Winters et al. 2009).

L'importance relative de la production agricole en tant que source de revenu en nature pour les ménages peut également refléter le choix des cultures et des variétés, le degré de tolérance au risque, le timing des éventuels achats d'intrants et le fait qu'ils stockent ou non leur récolte, luttent ou non contre les pertes post-récoltes, préservent la qualité et attendent le meilleur moment pour vendre leur production sur les marchés (voir encadré 1). Comprendre les différentes problématiques des ménages de petits exploitants est une étape importante pour améliorer l'inclusion financière, étant donné que différentes stratégies de subsistance à long terme peuvent nécessiter différents portefeuilles d'outils financiers.

Sources de revenus dans les agendas des petits exploitants. L'échantillon des agendas de petits exploitants ne comprend que des ménages ayant déclaré que l'agriculture était leur principale source de revenu, que ce soit en espèces ou en nature. Mais, même à ce stade préliminaire de la collecte des données, il est clair que les ménages du projet gèrent différentes sources de revenus, agricoles et extra-agricoles, dont l'importance varie tout au long de l'année.

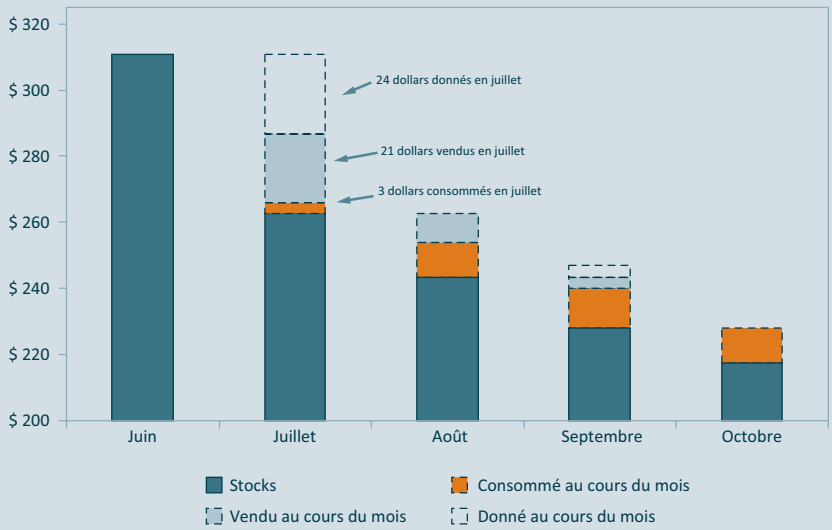
L'expérience et les résultats des exercices d'agendas financiers réalisés en Inde, au Kenya, au Mexique,

Encadré 1. Consommation de la production agricole par les ménages de petits exploitants

Adam et sa femme Mary cultivent du riz, du maïs, des haricots et des aubergines sur près d'un hectare de terre en Tanzanie, et Mary effectue par ailleurs des travaux de labourage pour d'autres exploitants. Le couple dépend fortement de ses cultures et de son bétail pour nourrir sa famille qui compte trois enfants en âge d'être scolarisés. À ce jour, leur agenda financier montre que la valeur des cultures qu'ils ont consommées dépasse la valeur des aliments qu'ils ont achetés. Toutefois, la production vivrière et animale reste incertaine : l'année dernière, des vents forts ont entraîné la mort de trois de leurs chèvres et détruit leur champ de maïs ainsi que le toit de leur maison.

Les figures E1-1 et E1-2 donnent un aperçu des différents moyens employés par la famille d'Adam et de Mary pour récolter, consommer, vendre ou donner leurs récoltes. La figure E1-1 illustre la diminution des stocks de riz chaque mois et les raisons de chaque baisse. En juillet par exemple, la famille a donné l'équivalent d'environ 24 dollars de riz pour contribuer aux funérailles de la tante de Mary.

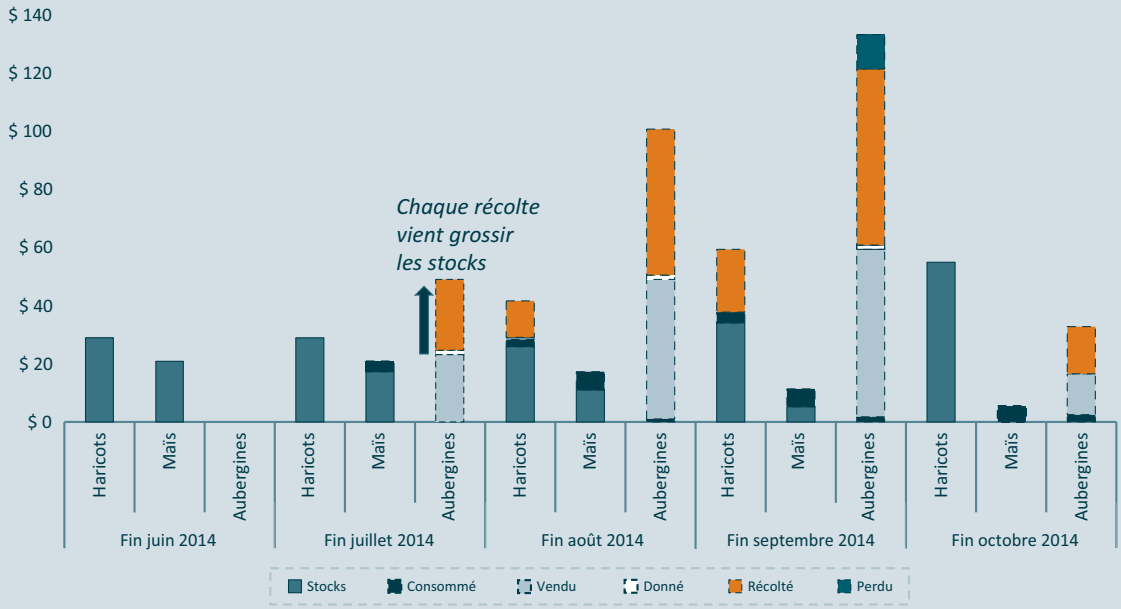
Figure E1-1. Fluctuation des stocks de riz d'Adam et Mary, Tanzanie, juin à octobre 2014



Encadré 1, suite

Les familles de petits exploitants dépendent plus de certaines cultures pour leur consommation, en réservant d'autres pour la vente. Comme indiqué à la figure E1-2, Adam et Mary ont vendu la plupart de leurs aubergines et consommé une partie de leur maïs et de leurs haricots. Les aubergines ont plus de valeur et sont plus périssables, ce qui explique que la famille ait consommé une très petite partie de leur production afin de générer plus de revenus de la vente. Comme de nombreux autres petits exploitants, Adam et Mary prennent des décisions pour équilibrer leur portefeuille de cultures, afin d'éviter le risque lié à une source unique de revenus agricoles et d'optimiser leurs revenus.

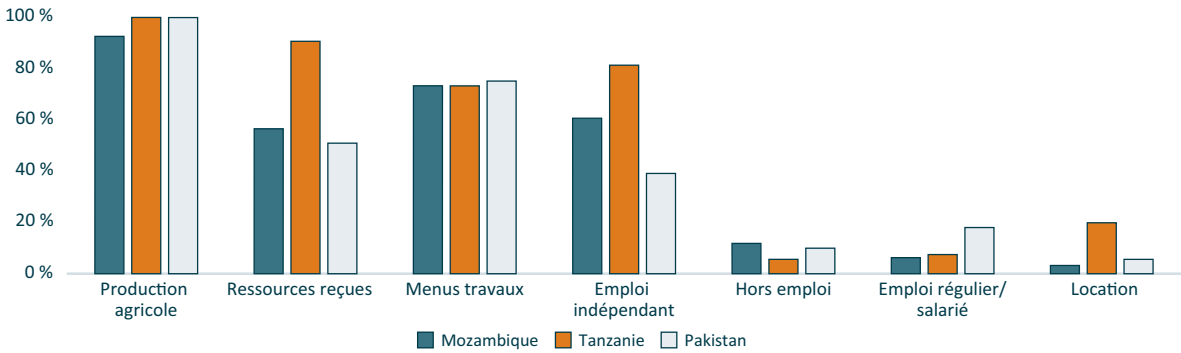
Figure E1-2. Fluctuation des stocks de haricots, de maïs et d'aubergines d'Adam et Mary, Tanzanie, juin à octobre 2014 (USD)



au Rwanda, en Afrique du Sud et en Ouganda indiquent que les catégories suivantes de sources de revenus sont bien comprises par les ménages et génèrent des flux de trésorerie très différents (voir la figure 2) (Financial Sector Deepening Kenya 2014, Bankable Frontier Associates 2013).

- **Le revenu de la production agricole** correspond à l'argent généré grâce à la production et à la vente de produits agricoles comme les cultures ou le bétail.
- **Le revenu d'un emploi indépendant** correspond aux microentreprises à propriétaire unique dans le cadre desquelles une personne gère l'entreprise et investit dans les intrants, les stocks et les outils ; l'activité peut être formelle ou informelle et le travail peut être à temps plein, à temps partiel ou occasionnel. Le revenu d'un emploi indépendant ne provient pas de la production agricole.
- **Le revenu d'un emploi régulier** correspond au salaire reçu régulièrement.
- **Le revenu des menus travaux** comprend les revenus irréguliers issus d'emplois à court terme, comme le travail sur des sites de construction ou la participation aux récoltes sur d'autres exploitations. Les personnes exécutant des menus travaux ne font que vendre leur force de travail et ne prennent aucune décision de gestion ou d'investissement, ce qui les distingue des personnes ayant un emploi indépendant.
- **Le revenu non issu de l'emploi** comprend les dons et les autres aides institutionnelles fournis par des organisations caritatives, des hôpitaux et des gouvernements.
- **Les ressources reçues** prennent la forme de contributions monétaires ou en nature ou d'envois de fonds obtenus par le biais des réseaux sociaux.

Figure 2. Pourcentage de ménages par source de revenu, par pays, juin à décembre 2014

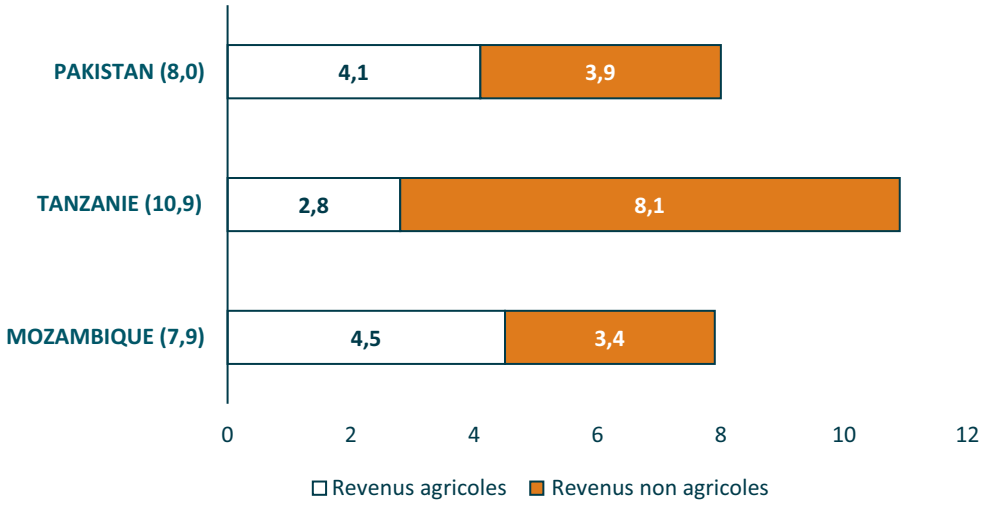


- **Le revenu locatif** est généralement lié à la location de terres ou de biens immobiliers.

Premières indications des agendas de petits exploitants. L'analyse initiale des sources de revenus parmi les ménages du projet d'agendas financiers indique, comme on pouvait s'y attendre, que la plupart des familles de l'échantillon ont généré un revenu de la production agricole. Un grand nombre de familles ont également généré un revenu d'un emploi indépendant, principalement grâce à la vente d'aliments ou de tapis ou paniers tressés en dehors du foyer. Environ 60 % des ménages de petits exploitants prenant part au projet au Mozambique, 80 % en Tanzanie et 40 % au Pakistan génèrent un revenu d'un emploi indépendant. En moyenne, les familles tenant des agendas financiers comptent environ deux entreprises chacune au Mozambique et en Tanzanie, et une au Pakistan. Dans chaque pays, plus des deux tiers des familles de l'échantillon dépendent également de menus travaux pour leur subsistance, et l'emploi régulier est rare dans ces trois pays.

Le nombre total de sources de revenus et l'équilibre entre les sources de revenus agricoles et non agricoles peuvent varier au sein de l'échantillon (voir encadré 2). Au Mozambique et au Pakistan, le nombre moyen des sources de revenus totales est de huit, contre près de 11 différentes sources en moyenne déclarées par les ménages de l'échantillon en Tanzanie (voir la figure 3). En faisant la distinction entre les revenus issus de la production agricole et ceux issus de la production non agricole, on constate que les ménages en Tanzanie ont déclaré le plus grand nombre de sources de revenus non agricoles (8,1) et le moins de sources de revenus agricoles (2,8). Un grand nombre de ces activités de production non agricoles comprennent de menus travaux liés à l'agriculture, comme les récoltes sur les terres

Figure 3. Nombre moyen de sources de revenus issues de la production agricole et non agricole, par pays, juin à décembre 2014



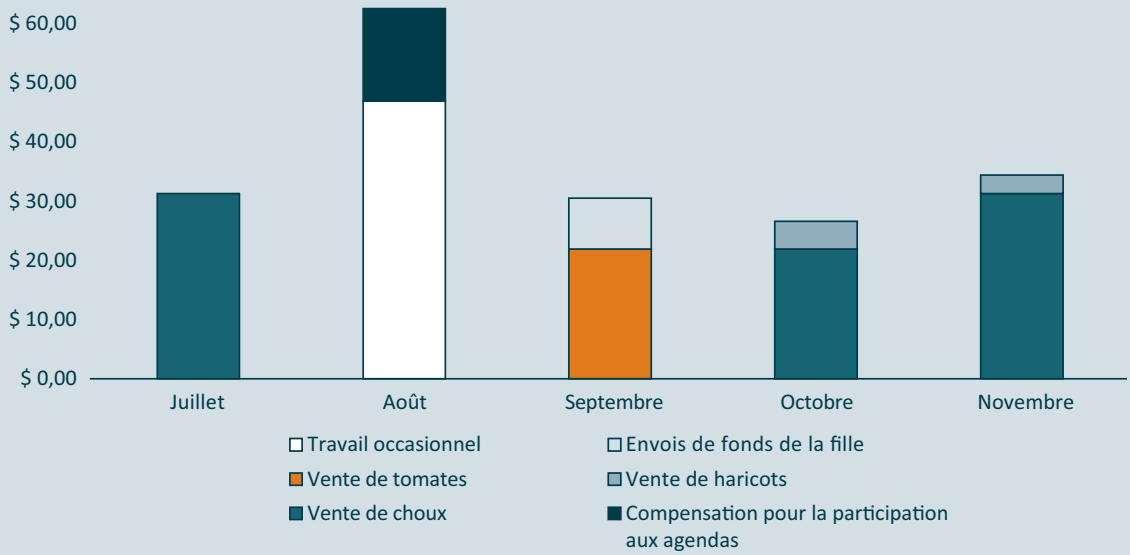
Encadré 2. Les ménages de petits exploitants jonglent entre des sources de revenus agricoles et non agricoles

Les revenus de sources agricoles et non agricoles se confondent et se complètent souvent parmi les ménages de petits exploitants. Prenons l'exemple des flux de revenu de Renato et Hecinta au Mozambique : le mois de septembre a été relativement favorable sur le plan agricole pour le couple, le ménage ayant réussi à vendre un peu plus de 30 dollars de tomates et de choux (voir la figure E2-1). Mais, pendant tous les autres mois de la période couverte, les revenus ont été issus de sources non agricoles. Les envois de fonds de leur fille ont été utiles pendant les périodes de faibles revenus agricoles, et en août, Renato a généré un revenu en aidant à s'occuper du bétail dans un village voisin. Par ailleurs, le ménage a également reçu un don pour avoir participé à l'étude sur les agendas des petits exploitants[a].

De même, Daniel et Mariam en Tanzanie dépendent eux aussi de revenus de sources agricoles et non agricoles (voir la figure E2-2). Ils vivent dans un village où le sol est riche, mais qui n'a pas accès à l'irrigation, où les ménages récoltent des pommes de terre (principale culture commerciale) une ou deux fois par an et récoltent du maïs (principale culture de consommation) une fois par an. Les membres du foyer effectuent également de menus travaux dans les exploitations voisines, participent à la fabrication de briques et à la vente de bières locales. Occasionnellement, ils complètent ces revenus avec des fonds reçus de leur famille et de leurs amis. À ce jour, l'importance relative de ces sources de revenus est variable d'une semaine à l'autre. En juillet, Daniel et Mariam ont tiré leurs revenus de menus travaux, d'envois de fonds, de la vente de bières locales et de la vente de pommes de terre, mais en août, leurs revenus étaient issus de menus travaux et d'envois de fonds.

La motivation pour diversifier les sources de revenus entre deux récoltes est claire. Pour Daniel, Mariam et de nombreux autres petits exploitants, les dépenses ne peuvent pas attendre le revenu de la prochaine récolte. Daniel a récemment reçu une amende de 175 dollars pour avoir prétendument loué des terres familiales dont il n'était pas propriétaire. Par ailleurs, Mariam est enceinte. Daniel sait combien il doit payer pour l'amende et il compte pour cela sur les envois de fonds de sa famille, le revenu de menus travaux et la vente de bières locales ainsi que son épargne... Mais le montant qui sera nécessaire pour élever le nouveau bébé n'est pas défini et Daniel a accepté autant de menus travaux que possible en tant qu'ouvrier afin de générer des revenus supplémentaires.

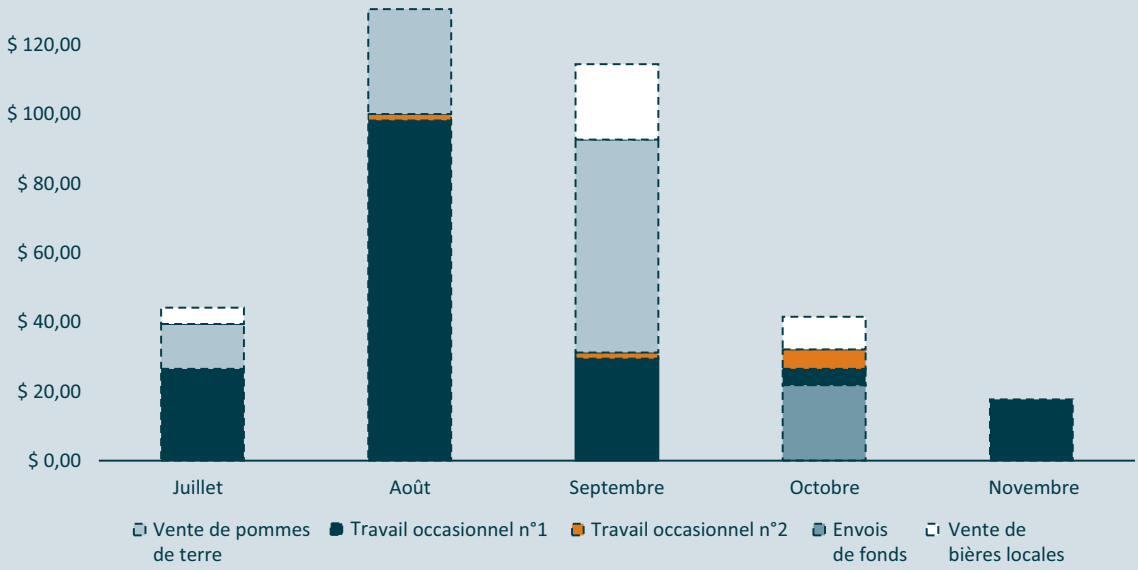
Figure E2-1. Sources et valeur des revenus pour Renato et Hecinta, Mozambique, juillet à novembre 2014



a. Les sociétés de recherche donnent aux participants tout au long de l'étude de petits cadeaux, qui représentent une très petite part des revenus de la plupart des ménages, afin de les remercier pour leur participation. Ces contributions ont également fait l'objet d'un suivi en tant que revenu, tout comme les dépenses que ces flux supplémentaires ont permis.

Encadré 2, suite

Figure E2-2. Sources et valeur des revenus pour Daniel et Mariam, Tanzanie, juillet à novembre 2014



d'une autre personne, et certains ménages achètent des récoltes aux producteurs pour les revendre.

En examinant le nombre moyen de sources de revenus non agricoles par ménage (parmi ceux déclarant ce type de sources de revenus), on constate que les ressources reçues occupent une place importante (voir la figure 4). Cette catégorie de revenus, qui comprend les transferts de fonds reçus de la part de membres de la famille travaillant loin, les dons en espèces de la part d'amis et de parents, et les services de garde d'enfants proposés gratuitement, semble particulièrement importante en Tanzanie. Les familles de petits exploitants prenant part au projet en Tanzanie obtiennent des ressources provenant en moyenne de quatre personnes différentes et ces flux de revenus cumulés, en espèces et en nature, représentent près de 19 % du revenu total du ménage.

Les revenus de menus travaux jouent également un rôle important parmi les sources de revenus des ménages.

Figure 4. Nombre moyen de sources de revenus par foyer, pour les ménages ayant déclaré cette source de revenu
Juin à décembre 2014

Les familles de petits exploitants participant au projet des agendas au Mozambique, en Tanzanie et au Pakistan ont déclaré respectivement à ce jour en moyenne 1,7, 2,6 et 2,7 menus travaux différents au sein de leur foyer, et ces chiffres devraient augmenter à mesure que la collecte de données se poursuit.

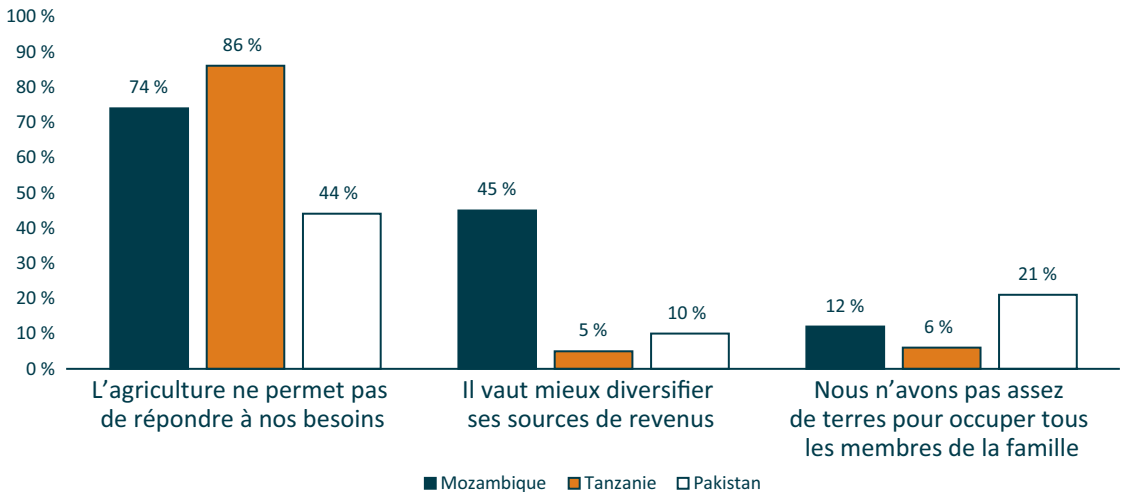
Dans cette première phase de recherche, les agendas de petits exploitants comprenaient une série de questions spécifiques explorant comment et pourquoi les ménages choisissent d'entreprendre des activités agricoles et non agricoles génératrices de revenus. À la question de savoir pourquoi ils entreprennent des activités non agricoles, une des réponses les plus fréquentes a été que le revenu issu de l'agriculture ne suffit pas à lui seul à couvrir les dépenses du ménage (voir la figure 5). Comme on pouvait s'y attendre, la saisonnalité joue également un rôle important ; dans les trois pays, les premières données des agendas de petits exploitants indiquent que les familles ont le plus de difficultés, à la fois financières et en termes de consommation alimentaire, dans les mois précédant une récolte. Les activités non agricoles génératrices de revenus offrent aux familles des petits exploitants un flux de revenus qui est d'une part moins sensible aux fluctuations saisonnières, aux chocs météorologiques et aux périodes d'incertitude, et qui peut d'autre part être maintenu, à divers degrés, tout au long de l'année. On retrouve le concept de lissage des revenus décrit par Morduch (1995) et selon lequel les familles atténuent certains de leurs risques en « faisant des choix prudents entre production et emploi et en diversifiant leurs activités économiques, » qui est également reflété dans les exercices d'agendas financiers réalisés au Kenya (Financial Sector Deepening Kenya 2014).

À terme, de nouvelles collectes de données permettront d'analyser la valeur relative de cette gamme de sources de revenus et leurs fluctuations sur l'année, afin de mieux comprendre comment et pourquoi les ménages de petits exploitants diversifient leurs sources de revenus et équilibrent ces sources entre activités agricoles et non agricoles. Les résultats de la future série de questions sur l'éventail des risques auxquels les ménages de petits exploitants participant au projet font face permettront également d'identifier leurs principales préoccupations et leurs stratégies pour les atténuer et les gérer. La collecte permanente de données viendra compléter cette enquête approfondie, reflétant tout éventuel choc affectant la production ou les revenus dans les mois à venir.

2. Les familles de petits exploitants utilisent un éventail d'outils financiers

De nombreuses études ont permis d'accéder à des informations importantes concernant la façon dont les ménages pauvres utilisent les outils financiers

Figure 5. « Pourquoi votre famille entreprend-elle des activités non agricoles ? » Pourcentage de foyers ayant sélectionné les trois premières réponses, par pays



Remarque : La question posée était la suivante : « Si des membres de votre famille entreprennent des activités en dehors de la production agricole du foyer, pourquoi le font-ils ? » Les trois réponses les plus fréquentes étaient : 1) Ils entreprennent ces activités lorsqu'ils ont besoin de fonds supplémentaires, car l'agriculture ne couvre pas à elle seule tous les besoins du foyer ; 2) Il est préférable que certains membres du foyer effectuent des activités non agricoles pendant que d'autres effectuent des activités agricoles ; 3) Il n'y a pas assez de terres pour que tous les membres du foyer effectuent des activités agricoles. Les personnes interrogées pouvaient choisir plusieurs réponses.

pour atteindre plusieurs objectifs[6]. On peut déduire de ces études que les ménages de petits exploitants travaillent également pour atteindre différents objectifs, y compris, entre autres, des objectifs de production vivrière et animale. Et pour gérer leurs différentes sources de revenus, ces familles utilisent par ailleurs un éventail d'outils financiers, afin de payer, stocker, transférer et investir par le biais de prestataires formels et informels.

Les agendas des petits exploitants permettent de suivre l'utilisation d'outils financiers formels et informels par les familles participantes. Les outils financiers informels (qui comprennent les groupes d'épargne informels et les emprunts auprès de contacts personnels) sont utilisés au sein des cercles sociaux que sont la famille, les amis et les voisins ; ils sont flexibles et réciproques, mais ils sont aussi imprévisibles et limités. Les outils financiers formels sont fournis par des institutions et des groupes comme des banques et des organismes de microfinance qui sont soumis à la réglementation et à la supervision de gouvernements. Bien que ces institutions soient en mesure de gérer des transactions plus complexes et des montants plus importants que les outils financiers informels, elles présentent par ailleurs des restrictions d'accès plus importantes et un niveau de risque différent (Ledgerwood 2013, Conning et Udry 2005, Nagaranjan et Meyer 2005, Adams et Fitchett 1992).

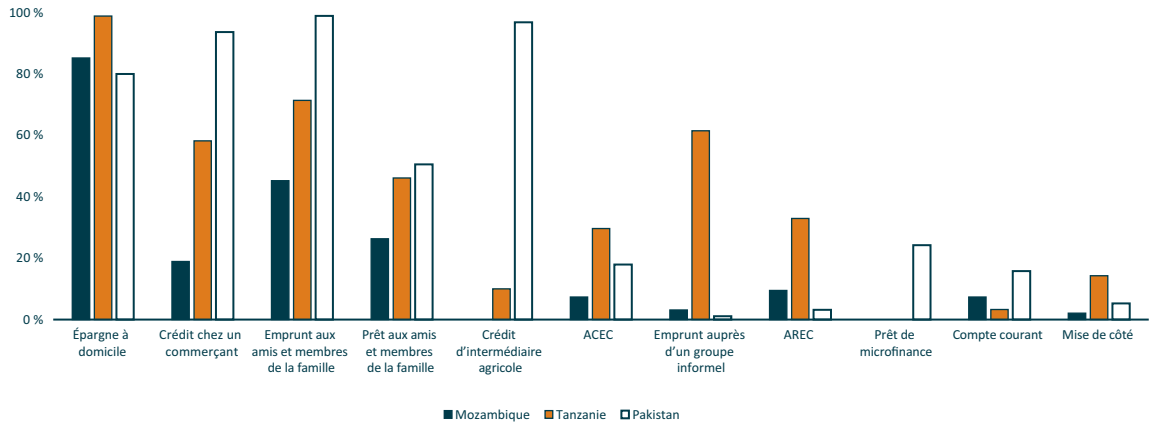
Les outils financiers mentionnés dans les agendas des petits exploitants. À ce jour, les ménages de petits exploitants participant au projet ont déclaré utiliser plusieurs outils financiers :

- **Des comptes courants**, à savoir des comptes ouverts auprès d'une banque commerciale officielle.
- **Les associations rotatives d'épargne et de crédit (AREC)**, qui sont des groupes d'épargne informels dont les membres combinent généralement leur épargne lors de réunions régulières et qui remettent à chaque membre à tour de rôle l'intégralité de l'épargne cumulée.
- **Les Associations cumulatives d'épargne et de crédit (ACEC)**, qui sont des groupes d'épargne informels plus complexes permettant à leurs membres d'accumuler de l'épargne progressivement et qui se prêtent mutuellement les fonds ainsi regroupés en cumulant des intérêts. Une répartition est généralement organisée une fois par an et les membres divisent alors l'épargne et les intérêts cumulés au sein du groupe.
- **L'épargne à domicile** désigne généralement le fait de stocker de l'argent dans un endroit sûr et facile d'accès. Il convient de noter que des stratégies, telles que le stockage d'or et l'élevage de bétail ne sont pas considérées comme de l'épargne à domicile, mais qu'elles rentrent plutôt dans la catégorie des biens du ménage.
- **L'emprunt auprès d'amis et de membres de la famille** correspond au fait d'emprunter de manière informelle auprès des membres de son réseau social.
- **Le prêt aux amis et aux membres de la famille** tient compte du fait que les membres du ménage peuvent également offrir des services financiers à d'autres personnes.
- **L'emprunt auprès d'un groupe informel** désigne notamment les emprunts auprès d'une ACEC et d'autres groupes d'épargne et de crédit communautaires.
- **Le crédit informel chez un commerçant** désigne un mécanisme par lequel un commerçant accepte qu'un membre du foyer prenne des biens pour les payer plus tard. Un membre du foyer peut ainsi acheter un sac de farine à crédit auprès d'un commerçant et promettre de le payer lors de sa prochaine visite au magasin.
- **Les mises de côté** sont des outils financiers qui permettent à une personne de payer un bien en plusieurs fois, ne prenant possession du bien qu'une fois que tous les versements sont effectués.
- **Le crédit d'intermédiaire agricole** est un prêt accordé par un fournisseur d'intrants et dont le remboursement est généralement prévu en espèces ou en nature après la récolte. Au Pakistan, ces intermédiaires sont appelés arthis. Les agriculteurs vendent leur production à l'arthis et obtiennent en échange de l'engrais et des pesticides à crédit. Ils peuvent également compter sur l'arthis pour financer d'autres dépenses importantes, notamment pour les mariages ou les urgences.

Veuillez noter que chaque outil se différencie par sa fonction et sa source. Ainsi, chaque compte auprès d'une institution financière est un mécanisme séparé. Chaque groupe d'épargne est un mécanisme distinct et, s'il propose des fonctions séparées (épargne rotative, accumulation, prêt et protection sociale) chacune d'entre elles doit être enregistrée séparément. Chaque source d'emprunt informel,

6 Voir Collins, Morduch, Rutherford et Ruthven (2009), Rutherford (2001), the FinMark Financial Diaries, et les résultats des exercices d'agendas financiers réalisés en Inde, au Kenya, au Mexique, au Rwanda, en Afrique du Sud et en Ouganda (Financial Sector Deepening Kenya 2014, Bankable Frontier Associates 2013).

Figure 6. Outils financiers les plus utilisés parmi ceux mentionnés dans les agendas des petits exploitants
Pourcentage de ménages, par outil financier et pays, juin à décembre 2014



y compris chaque usurier et prêteur individuel parmi les amis et la famille, fait l'objet d'un suivi distinct.

Premières indications des agendas de petits exploitants. L'épargne à domicile, qui correspond grossièrement au fait de garder son argent sous le matelas, est clairement l'outil le plus répandu dans les trois pays du projet (voir la figure 6). Le prêt aux membres de la famille, souvent utilisé comme un outil d'épargne familial, est également relativement courant (26 %, 46 % et 51 % respectivement au Mozambique, en Tanzanie et au Pakistan).

Le crédit d'intermédiaires agricoles est presque universel au Pakistan, ce qui reflète les relations solides et durables établies au sein des chaînes de valeurs agricoles, mais il est quasi inexistant au Mozambique et en Tanzanie parmi les ménages prenant part au projet. Le crédit informel auprès d'un commerçant est plus utilisé au Mozambique et en Tanzanie et il occupe la même importance que les intermédiaires agricoles parmi les familles de l'échantillon au Pakistan. Les agendas financiers au Kenya ont indiqué que les familles gardaient une source de crédit « disponible » en empruntant de faibles montants volontairement, afin de s'assurer d'avoir le crédit dont elles ont besoin à tout moment (Financial Sector Deepening Kenya 2014)[7]. Les familles tanzaniennes qui font appel au crédit chez les commerçants entretiennent en moyenne quatre lignes de crédit ouvertes auprès de magasins différents. De même, on peut conclure à partir des premières données que les familles qui empruntent auprès de leur réseau social empruntent en général auprès de six sources différentes.

La participation aux AREC et aux ACEC est la solution la plus fréquemment utilisée parmi les ménages en Tanzanie. À ce jour, les ménages des trois pays du projet participent généralement à une AREC et à une ACEC simultanément. L'utilisation de comptes courants est en revanche relativement rare, même au Pakistan où leur utilisation est jusqu'à présent la plus importante (16 % contre 7 % au Mozambique et 3 % en Tanzanie).

Il est clair qu'il n'existe pas d'outil financier parfait pouvant répondre à tous les besoins de chaque ménage de petits exploitants et que de nombreux outils sont utilisés pour réaliser différents objectifs. Confirmant les conclusions d'autres études sur les agendas (Collins, Morduch, Rutherford et Ruthven 2009, Rutherford 2001, the FinMark Financial Diaries), les ménages de l'échantillon du projet d'agendas de petits exploitants font appel à un large éventail d'outils financiers, à la fois formels et informels, exploitant divers produits et relations pour améliorer leur situation financière. Les besoins des familles de petits exploitants en matière d'outils financiers sont trop nuancés et diversifiés pour pouvoir être satisfaits par une approche axée uniquement sur leurs activités agricoles, et les opportunités pour améliorer leur inclusion financière vont bien au-delà des produits de crédit traditionnels pour l'achat d'intrants agricoles.

Prenons l'exemple courant des frais de scolarité. Ces frais représentent un défi pour de nombreux ménages, et surtout pour les familles de petits

7 Mas (2014) appelle la pratique consistant à alimenter des sources potientielles de liquidités futures le *liquidity farming* (culture des liquidités).

exploitants qui génèrent une part significative de leurs revenus de récoltes qui tombent parfois plusieurs mois avant ou après la date de paiement des frais de scolarité. Il s'agit donc d'un important problème de flux de trésorerie, et c'est une source de tension entre ce qui pourrait être un flux de revenus soutenu pour le ménage et ses priorités d'investissement. Pour répondre à ce besoin, il convient de trouver un outil financier qui, au lieu de soutenir directement les activités agricoles du ménage, permettrait d'orienter et d'utiliser les revenus agricoles où et quand ils sont nécessaires.

Ainsi, dans une famille de petits exploitants participant au projet en Tanzanie, Fatima avait besoin de trouver rapidement 17 dollars pour payer les frais de scolarité de son fils. Elle a donc emprunté cette somme à son agent agricole en promettant de le rembourser avec cinq sacs de riz. Au moment de rembourser le prêt cinq mois plus tard, Fatima a estimé la valeur des cinq sacs de riz à 21 dollars. Cette expérience illustre le potentiel de valeur ajoutée d'un outil financier qui associerait le revenu des récoltes et le paiement des frais de scolarité ou de tout autre dépense prioritaire importante et prévisible.

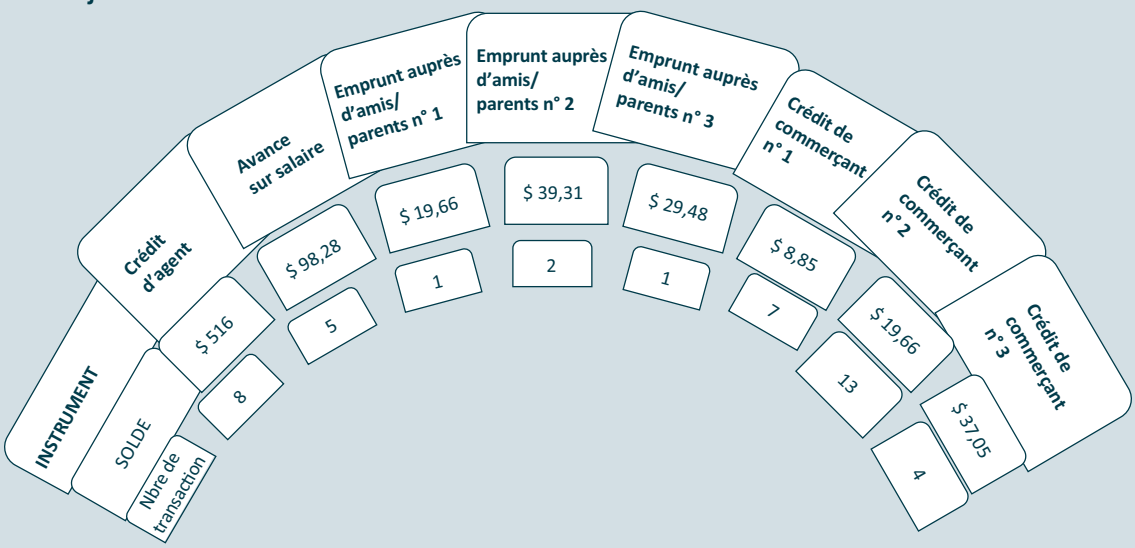
Encadré 3. Les ménages de petits exploitants utilisent une large gamme de services financiers

Une des familles prenant part au projet d'agendas de petits exploitants au Pakistan (Arham, Shamaila et leurs trois jeunes enfants) utilise plusieurs outils de crédit au sein d'un large éventail de services financiers. Comme la plupart des ménages pakistanais de l'échantillon, cette famille fait appel à des intermédiaires informels, appelés arthis, qui lui fournit des intrants agricoles à crédit et qui font la liaison entre les agriculteurs et les acheteurs. Mais, les arthis ne couvrent pas à eux seuls tous les besoins d'emprunts agricoles de la famille et ces services ne sont pas personnalisés pour s'adapter aux circonstances spécifiques de la famille. Malgré sa relative flexibilité, le crédit commercial informel présente clairement des limites. La famille emprunte beaucoup auprès de l'arthi local pour couvrir les frais liés aux engrais et à la main d'œuvre, mais elle emprunte également auprès de plusieurs autres sources.

La figure E3-1 illustre uniquement le portefeuille de crédit de la famille. Entre le 27 juillet et le 19 décembre, Arham et Shamaila ont acheté à crédit auprès de trois commerçants différents à 24 reprises. Le solde impayé total pour ces trois commerces s'élève à 66,56 dollars. La famille a également emprunté quatre fois auprès de trois amis et parents.

Lorsque les agendas de petits exploitants ont commencé en juin, la famille était déjà endettée à hauteur de 295 dollars auprès d'un arthi pour leur récolte de coton qui n'avait pas été bonne en raison de problèmes d'irrigation. Au 19 décembre 2014, Arham et Shamaila avait accumulé 221 dollars de crédit supplémentaire auprès de l'arthi pour la nouvelle saison de culture du blé, portant le solde impayé à 516 dollars. Mais, étant donné que la famille n'avait pas pu rembourser le crédit accordé par l'arthi pour la précédente récolte de coton, ce dernier ne lui a pas prêté le montant total dont elle avait besoin. Le ménage a alors été forcé de demander 30 dollars à la tante d'Arham pour acheter des semences. Normalement, la famille ne pourrait pas rembourser sa dette en utilisant ses seuls revenus agricoles, mais Arham occupe deux emplois stables en tant qu'agent de réfrigération et de collecte de lait, ce qui permet à la famille de répondre à la plupart de ses besoins financiers.

Figure E3-1. Portefeuille de crédit indiquant les soldes et le nombre de transactions pour Arham et Shamaila, Pakistan Du 27 juillet au 19 décembre 2014



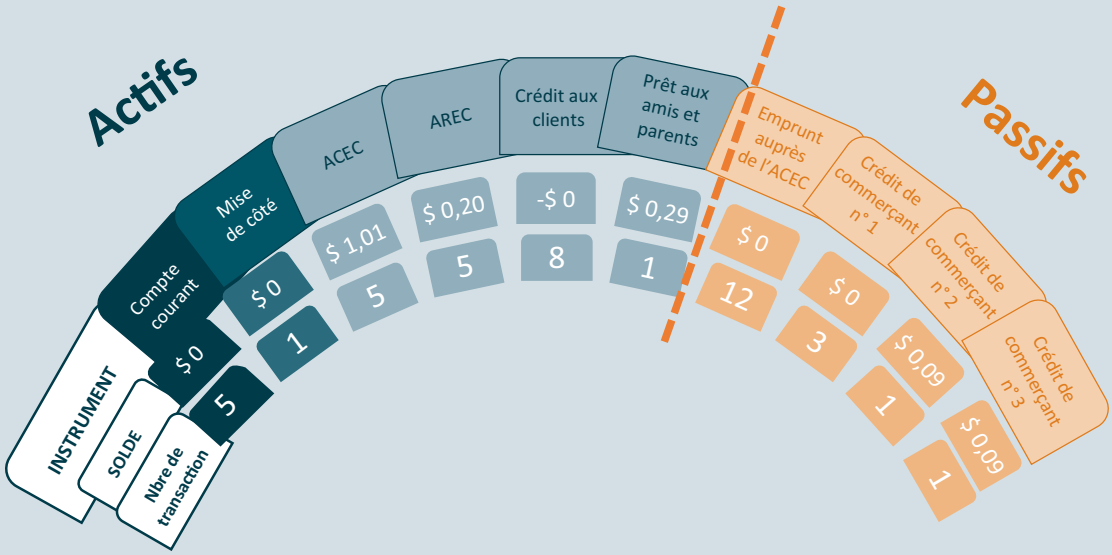
Encadré 3, suite

Même dans l'échantillon du Mozambique, au sein duquel les petits exploitants utilisent, outre l'épargne à domicile, d'autres outils financiers informels (comme les groupes d'épargne et les emprunts auprès d'amis ou de parents) moins souvent que ceux en Tanzanie et au Pakistan, un portefeuille plus diversifié a ses avantages. Claudia et Ercilio, qui vivent avec leurs deux enfants biologiques, trois enfants adoptés et deux petits-enfants, constituent l'une des familles les plus financièrement actives de l'échantillon du Mozambique.

Comme l'illustre la figure E3-2, la famille a utilisé 10 outils financiers depuis le début de l'étude. Le solde et le nombre de transactions sont donnés pour chaque outil financier et la figure montre les actifs à gauche, les passifs à droite, et les outils plus formels dans une couleur plus sombre. Outre cette classification de l'épargne, du crédit et des outils financiers formels et informels, le portefeuille de la famille reflète également les différents montants détenus sur différentes périodes à partir d'un éventail de sources. La mise de côté apparaît dans les actifs, car elle a déjà été payée (le solde est nul).

Lorsque la famille a eu besoin d'effectuer des achats avant la récolte (de fin octobre à début novembre), elle a eu recours à l'épargne et au crédit informel pour couvrir ses dépenses (habillement, alimentation, carburant pour la moto du fils, etc.), car elle n'était pas en mesure de générer de revenus par la vente des récoltes à ce moment-là. Il est intéressant de constater que le compte courant et la mise de côté appartiennent à Ercilio, tandis que les autres outils financiers appartiennent à Claudia. Claudia a trois crédits auprès de commerçants bien qu'elle les ait peu utilisés et que leur solde soit réduit. Par ailleurs, elle conserve près de 640 dollars dans un coffre pour le compte d'autres membres de la communauté, et elle place une partie de sa propre épargne auprès de cette ACEC tout en contractant des emprunts. En tant que gérante de l'ACEC, Claudia est en mesure de puiser dans sa propre épargne au sein de l'association lorsqu'elle a besoin d'argent. Les réponses qui seront données au module suivant sur les outils financiers permettront de comprendre pourquoi certains outils sont plus importants que d'autres pour les ménages.

Figure E3-2. Outils financiers, soldes et nombre de transactions pour Claudia et Ercilio, Mozambique, du 15 juillet au 30 novembre 2014



III. Conclusions

Les premières données issues de la phase initiale du projet d'agendas de petits exploitants illustrent la complexité de la situation financière des ménages de petits exploitants. Ils gèrent différentes sources de revenus qui ne sont pas toutes connectées à l'agriculture, et ils utilisent tout un éventail d'outils financiers informels (AREC, ACEC, institutions de microfinance, négociants agricoles, famille et amis, entre autres) ainsi que, dans certains cas, des produits proposés par des prestataires formels de services financiers.

Toutefois, les besoins des familles de petits exploitants ne sont pas tous satisfaits et il n'existe pas d'outil financier unique permettant d'y répondre. Il ne suffit pas d'augmenter le crédit agricole, ce qui serait pour certains petits exploitants peu pertinent, voire déconseillé. L'expérience des agendas de petits exploitants reflète à ce jour la diversité des

475 millions de ménages de petits exploitants à travers le monde et les nuances en termes de ressources, d'importance relative des revenus agricoles, de mélange des types de culture et d'élevage, de relations avec les marchés et d'organisation de ces marchés. Tenant compte des différents profils des ménages de petits exploitants, les données initiales des agendas indiquent que chaque segment de familles nécessite différentes combinaisons d'outils financiers.

Reste à savoir ce qui définit un portefeuille financier *solide* et comment ces portefeuilles et services peuvent s'adapter à chaque segment de petits exploitants. À mesure que les flux de trésorerie, les entrées et sorties de revenus, la consommation, les chocs subis par les foyers et le contexte qualitatif sont enregistrés au sein des agendas, nous obtiendrons une image plus approfondie de la situation financière des familles de petits exploitants qui nous permettra de répondre à ces questions clés.

Les données issues des agendas de petits exploitants permettront de clarifier la diversité des ménages, leurs différentes stratégies de subsistance, l'éventail de sources de revenus agricoles et non agricoles ainsi que leurs proportions relatives, et les différents mécanismes financiers utilisés. Ces informations permettront surtout aux prestataires de services financiers, aux autorités, aux bailleurs de fonds et aux autres parties prenantes d'identifier des opportunités d'innover et d'améliorer les outils financiers utilisés par les ménages de petits exploitants, afin de répondre spécifiquement à leur profil et à leurs besoins tout en favorisant leur inclusion financière.

Bibliographie

Aksoy, M. Ataman, Javier Beverinotti, Katia Covarrubias et Alberto Zezza. 2010. "Household Income Structures in Low-income Countries." In M. Ataman Aksoy and Bernard M. Hoekman, eds. *Food Prices and Rural Poverty*. Washington, D.C. : Banque mondiale, pp. : 89-112. http://siteresources.worldbank.org/INTRANETTRADE/Resources/Pubs/Food_Prices_Rural_Poverty.pdf

Bankable Frontier Associates. 2013. "Rwanda Financial Diaries: Understanding the Financial Lives and Product Needs of Rwanda's Underserved Consumers." http://usa.visa.com/download/corporate/_media/rwanda-financial-diaries-bfa.pdf

Banque mondiale. 2007. *Rapport sur le développement dans le monde 2008—l'agriculture pour le développement*. Washington, D.C. : Banque mondiale. http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2008/Resources/WDR_00_book.pdf

Christen, Robert Peck et Jamie Anderson. 2013. "Segmentation des ménages de petits exploitants agricoles : Répondre aux divers besoins financiers de familles agricoles." Note d'information n° 85. Washington, D.C. : CGAP. http://www.cgap.org/sites/default/files/Focus-Note-Segmentation-of-Smallholder-Households-April-2013_0.pdf

Collins, Daryl, Jonthan Morduch, Stuart Rutherford et Orlanda Ruthven. 2009. *Portfolios of the Poor*. Princeton, N.J. : Princeton University Press.

Conway, Gordon. 2012. *One Billion Hungry: Can We Feed the World?* Ithaca, N.Y.: Cornell University. http://www.canwefeedtheworld.org/

Davis, Benjamin, Paul Winters, Gero Carletto, Katia Covarrubias, Esteban J. Quinones, Alberto Zezza, Kostas Stamoulis, Carlo Azzarri et Stefania DiGiuseppe. 2010. "A Cross-Country Comparison of Rural Income Generating Activities." *World Development* 38 (1): 48-63. http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/riga/pdf/cross_country_comparison_2010.pdf

Ellis, Frank. 1999. "Rural Livelihood Diversity in Developing Countries: Evidence and Policy Implications." Natural Resource Perspectives, Number 40. Londres : Overseas Development Institute. http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/2881.pdf

Financial Sector Deepening Kenya. 2014. "Kenya Financial Diaries: Shilingi Kwa Shilingi—The Financial Lives of the Poor." Aout. http://www.fsdkenya.org/new/our-work/financial-diaries.html

FinMark Financial Diaries. 2015. http://www.financialdiaries.com/index.htm. Accessed 11 February.

Fonds international de développement agricole. 2011a. "Rapport sur la pauvreté rurale 2011." Rome : FIDA. http://www.ifad.org/rpr2011/report/e/print_rpr2011.pdf

Hazell, Peter. 2011. "Five Big Questions about Five Hundred Million Small Farms." Présentation donnée à la conférence du FIDA sur de nouvelles orientations pour les petites exploitations agricoles, Rome, 24-25 janvier. http://www.ifad.org/events/agriculture/doc/papers/hazell.pdf

Hazell, Peter, Colin Poulton, Steve Wiggins et Andrew Dorward. 2007. "The Future of Small Farms for Poverty Reduction and Growth." Washington, D.C. : International Food Policy Research Institute. http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/vp42.pdf

———. 2011b. "IFAD Conference on New Directions for Smallholder Agriculture: Introduction and Conference Overview." http://www.ifad.org/events/agriculture/background.htm#1

———. 2014. *Indicateurs du développement dans le monde, 2014*. http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD

Jayne, T. S. 2012. Smallholder Farm Differentiation and Inclusive Markets. Présentation donnée lors du USAID Evidence Summit, The Newseum, Washington, D.C., 12-13 décembre. http://fsg.afre.msu.edu/gisama/Jayne_USAID_Evidence_Summit_Dec_12_2012_v5.pdf

Jayne, T. S., David Mather et Elliot Mghenyi. 2010. "Principal Challenges Confronting Smallholder Agriculture in Sub-Saharan Africa." *World Development* 38, no. 10: 1384-98.

Ledgerwood, Joanna, ed. 2013. *The New Microfinance Handbook: A Financial Market Perspective*. Washington, D.C. : Banque mondiale. https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/12272/9780821389270.pdf

Lowder, S. K., J. Skoet, and S. Singh. 2014. "What Do We Really Know About the Number and Distribution of Farms and Family Farms Worldwide?" Background paper for The State of Food and Agriculture 2014. ESA Working Paper No. 14-02. Rome : FAO. www.fao.org/docrep/019/i3729e/i3729e.pdf

Mas, Ignacio. 2014. "Money Resolutions, a Sketchbook." Document de travail. Washington, D.C. : CGAP.

Murdoch, Jonathan. 1995. "Income Smoothing and Consumption Smoothing." Journal of Economic Perspectives. http://www.nyu.edu/projects/morduch/documents/insurance/Income_Smoothing_and_Consumption_Smoothing.pdf

Nagayets, Oksana. 2005. "Small Farms: Current Status and Key Trends." In *The Future of Small Farms: Proceedings of a Research Workshop*, Wye College, 26-29 juin. Washington, D.C. : International Food Policy Research Institute, pp. 355-67. http://www.ifpri.org/publication/future-small-farms

Valdes, Alberto, William Foster, Gustavo Anriquez, Carlo Azzarri, Katia Covarrubias, Benjamin Davis, Stefania DiGiuseppe, Tim Essam, Tom Hertz, Ana Paula de la O, Esteban Quinones, Kostas Stamoulis, Paul Winters et Alberto Zezza. 2009. "A Profile of the Rural Poor." Rome : Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. www.fao.org/fileadmin/user_upload/riga/pdf/ak423e00.pdf

Winters, Paul, Benjamin Davis, Gero Carletto, Katia Covarrbias, Esteban J. Quinones, Alberto Zezza, Carlo Azzarri et Kostas Stamoulis. 2009. "Assets, Activities, and Rural Income Generation: Evidence from a Multicountry Analysis." World Development 37 (9): 1435-52. http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/riga/pdf/assets_activities_rural.pdf

N° 102
Mars 2015

N'hésitez pas à partager cette Note d'information avec vos collègues ou à nous demander des exemplaires supplémentaires du présent numéro ou d'autres numéros de la série.

Les lecteurs sont invités à nous faire part de leurs commentaires sur cet article.

Toutes les publications du CGAP sont disponibles sur son site web : www.cgap.org.

CGAP
1818 H Street, NW
MSN P3-300
Washington, DC
20433 États-Unis

Tél : 202-473-9594
Fax : 202-522-3744

Courriel :
cgap@worldbank.org
© CGAP, 2015

Cette Note d'information a été rédigée par Jamie Anderson du CGAP et Wajiha Ahmed du BFA. Les auteurs tiennent à remercier Dana Boggess (Fondation Bill & Melinda Gates), Janine Firpo (Fondation Bill & Melinda Gates), Michael Hamp (FIDA), Ajai Nair (Banque mondiale), Maria Pagura (Banque mondiale) et Lindsay Wallace (The MasterCard Foundation) pour leur précieux soutien et leur aide dans la révision de ce document.

Suggestion de référencement bibliographique :
Anderson, Jamie et Wajiha Ahmed. 2015. « Premières informations tirées des agendas financiers des ménages de petits exploitants agricoles » Note d'information n° 102. Washington, D.C. : CGAP.

version imprimée : ISBN 978-1-62696-068-8
pdf : ISBN 978-1-62696-069-5
epub : ISBN 978-1-62696-070-1
mobi : ISBN 978-1-62696-071-8